

obstacle à rien de ce que pourront dicter des intérêts mutuels. Il est impossible qu'il y ait rien qui s'écarte de ce qui convient.

Il répondit qu'il était loin de son esprit de penser qu'il pût y avoir rien de mal ; mais comme des causes insignifiantes nuisent quelquefois à de grandes affaires, il avait cru bien faire en me faisant part de ses conjectures, pour qu'il en fût fait ce qui serait jugé à propos.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Un extrait des *Writings of Thomas Jefferson* (vol. IX., p. 409) fera connaître l'opinion du secrétaire d'Etat sur les sujets discutés par le major Beckwith, et devrait être comparé avec ses rapports.

Choses à considérer dans la conduite que nous aurons à tenir au cas d'une guerre entre l'Espagne et la Grande-Bretagne, et surtout si cette dernière tente la conquête de la Louisiane et des Florides.

Dangers pour nous si la Grande-Bretagne se rend maîtresse de ces deux pays :— Elle possédera de l'autre côté du Mississipi un territoire égal à la moitié du nôtre.

Elle réduira la moitié du nôtre qui se trouve de notre côté du Mississipi ;—par la langue, ses lois, sa religion, ses mœurs, son gouvernement, son commerce, son capital ;—par la possession de la Nouvelle-Orléans qui commande toutes les eaux du Mississipi ; par les marchés qu'elle peut offrir dans le golfe du Mexique et ailleurs.

Elle enlèvera au reste de nos Etats les marchés qu'ils ont aujourd'hui pour leurs produits ; en fournissant à ces marchés à meilleures conditions les mêmes produits : le tabac, le riz, l'indigo, le pain, le bois, les armes, les munitions navales, les fourrures.

Elle aura des possessions doubles des nôtres en étendue et aussi bonnes sous le rapport du sol et du climat.

Elle nous entourera complètement par ses possessions du côté de l'intérieur et par ses flottes du côté de la mer. Au lieu de deux voisins se faisant contre-poids, nous n'en aurons qu'un seul, plus fort que tous deux.

Empêcher cela vaudrait-il une guerre ?

Considérer si nous sommes capables d'entreprendre une guerre. Nos opérations se feraient par terre seulement. Combien d'hommes nous faudrait-il employer ?— Ce qu'ils coûteraient ? Nos ressources en impôts et notre crédit suffiraient.

Peser le fardeau de cette nouvelle dette contre la perte de nos marchés et les frais et dangers continuels occasionnés par un voisin aussi puissant.

Mais cela est en supposant que la France de même que l'Espagne serait engagée dans la guerre ; avec l'Espagne seule, la guerre ne réussirait pas et notre situation n'en serait que pire.

Pas n'est besoin de prendre part à la guerre pour le moment. Nous pouvons choisir notre temps. Le temps nous donnera plusieurs chances de l'éviter tout à fait.

Dans le choix, la Grande-Bretagne peut ne pas tomber sur la Louisiane et les Florides. Elle pourra ne pas réussir si elle veut s'en emparer. La France et l'Espagne pourront les reprendre.

Si toutes ces chances nous faisaient défaut nous aurions à nous en emparer nous mêmes. Les avantages du temps gagné dépassent la différence de la difficulté entre reprendre et empêcher. Le temps nous mettra en état d'obtenir des alliés un meilleur prix pour notre aide.

En supposant que nous en soyons venus à cette conclusion, qu'avons-nous à faire aujourd'hui ?

1. A l'égard de l'Espagne :

Si elle comprend comme nous qu'elle ne peut sauver la Louisiane et les Florides, ne préférerait-elle pas leur indépendance à leur sujétion à la Grande-Bretagne ? La proposition du comte d'Estaing ne nous fournit-elle pas l'occasion de communiquer nos idées là-dessus à la Cour de France, et par cette entremise à celle de Madrid ? et leur faire savoir que nous sommes prêts à nous joindre à elle pour garantir l'indépen-